

Mairie de Moulézan

1 chemin des Lens - 30350 Moulézan - 04.66.77.87.94

LUCCHINI Pierre
Maire de Moulézan
06 74 65 99 43
mairiemoulezan@wanadoo.fr

Moulézan, 13 décembre 2018

Monsieur le Président de la République,

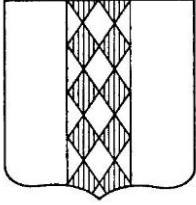
Dans votre intervention, le lundi 10 décembre dernier, vous disiez : « *...Il est des interlocuteurs naturels, des citoyens qui doivent en recevoir les demandes et s'en faire les relais : ce sont les Maires ; ils portent la République sur le terrain.* ».

Dans la lettre que vous avez adressée le 16 novembre dernier à chaque maire vous écriviez : « *La France ne serait pas la même sans ses Maires.[...] C'est vous qui, trouvant les mots pour panser les plaies et proposant les solutions pour permettre à chacun de rebondir, permettez à notre société de se tenir unie, à notre République de se tenir debout.[...] Je me tiendrai toujours à vos côtés parce qu'être aux côtés des Maires de France c'est être aux côtés des Français* ».

C'est donc en tant que **Maire d'un village rural de 650 habitants, élu depuis dix ans** et en adhésion à vos propos, que je vous fais part de quelques réflexions concernant la situation que connaît notre pays et par conséquent mon village depuis le 17 novembre 2018. Ces réflexions me sont inspirées par ce que rapportent les médias, par ce que je vois sur le terrain dans notre région et par les différentes rencontres et discussions que j'ai chaque jour avec les habitants de ma commune ou mes collègues Maires.

La date du 17 novembre a marqué l'émergence d'une **crise sociale et démocratique sans précédent** incarnée par les « gilets jaunes ». Ces femmes et ces hommes nous font part de leur souffrance matérielle et psychologique car ils ne parviennent pas à vivre décemment de leur travail.... lorsqu'ils en ont un. Ils sont le reflet d'une situation de notre société très préoccupante et nous disent le fossé qui se creuse entre la population et les dirigeants de notre pays. L'éventail de leurs actions consiste à occuper ou bloquer des sites névralgiques mais leur colère s'exprime aussi dans les rues de nos villes.

Les dégradations de biens publics et les violences contre les forces de l'ordre sont évidemment intolérables. Elles sont le plus souvent l'œuvre de casseurs qui sont étrangers à ce mouvement légitime et profitent de la situation de chaos que connaît notre pays pour casser et piller. Ils doivent être sanctionnés avec la plus grande fermeté. **La violence n'est jamais une solution.**



Mairie de Moulézan

1 chemin des Lens - 30350 Moulézan - 04.66.77.87.94

Notre histoire montre que les Français ont toujours eu comme passion **la liberté et la justice**. Or, une grande partie d'entre eux en est aujourd'hui privée. Et, désormais, c'est leur survie qui est en cause, et celle de leurs parents et de leurs enfants.

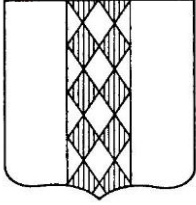
Monsieur le Président nous changeons d'époque. Nos vieux schémas d'explication de ce qui se passe sous nos yeux ne fonctionnent plus. Il n'y a pas de portrait type du « gilet jaune ». De gauche ou de droite, radicaux ou modérés, virulents ou pacifistes, actifs ou retraités, ... ce qui lie leur expression maladroite et éruptive est **une grande défiance envers nos dirigeants et un énorme besoin de justice**.

Des « petits patrons », des responsables associatifs, des agriculteurs, des professions libérales, des fonctionnaires, des retraités clament combien ils se sentent isolés et fragiles, inquiets de leur quotidien, combien ils se sentent abandonnés par toutes les formes d'autorité. Des jeunes étudiants, des demandeurs d'emploi m'ont décrit le stress qui les frappe et la pression qu'ils subissent chaque jour. Beaucoup interpellent, désespérés, déçus par toutes les idéologies mensongères, se sentent étrangers dans notre société fracturée. Ce sont des gens simples, pour la plupart dévoués, courageux, généreux, dont le regard de solitude révèle une vraie attente. Des solidaires solitaires en quelque sorte.

Ils veulent que le travail utile à la société soit payé dignement. Ils veulent que les sommes gagnées en France soient imposées en France et que l'impôt soit juste, modéré, et surtout équitablement réparti. Ils veulent que les produits importés supportent une TVA ou des taxes égalisatrices pour que la concurrence redevienne juste et ne dévaste pas leurs entreprises et leurs exploitations. Ils ne veulent plus de travailleurs détachés. Ces Français ne veulent plus que l'économie soit asservie à la monnaie : ils veulent que la monnaie revienne au service de l'économie. Ils veulent avant tout décider librement de leur avenir et de celui de leur Nation. Ils veulent que le système de décision leur soit rendu dans les domaines importants de la vie de notre pays. Ainsi, ils demandent que les règles du référendum d'initiative soient assouplies pour que leurs consultations soient désormais possibles et régulières.

L'Assemblée nationale est un lieu de renseignements sur l'état de notre démocratie. Ses bancs sont souvent désertés par nos représentants à l'occasion de nombreux votes et ainsi, une poignée de députés peuvent faire la loi. Il faudrait changer le règlement du Parlement, dont le coût, comme celui du Sénat, est prohibitif, et les règles antidémocratiques. Pourquoi faire voter des lois à tour de bras, dont peu sont respectées, et ne pas réduire leur nombre afin de permettre, au moins deux jours par semaine, aux parlementaires d'être vraiment tous présents dans l'Hémicycle ? A quoi sert d'élire un député ou un sénateur qui ne nous représente pas régulièrement à Paris ?

Le Général de Gaulle déclara le 25 mars 1959, lors d'une conférence de presse : « En notre temps, la seule querelle qui vaille est celle de l'Homme. C'est l'Homme qu'il s'agit de sauver, de faire vivre et de développer. » Cette phrase n'a rien perdu de son actualité soixante ans plus tard.



Mairie de Moulézan

1 chemin des Lens - 30350 Moulézan - 04.66.77.87.94

Le point essentiel d'une véritable efficacité est la motivation des femmes et des hommes. Notre société dite moderne et avancée a probablement oublié tout simplement **de mettre en premier le service de l'Homme** et se soumet à la tyrannie des moyens en oubliant la fin. C'est du simple bon sens ! Il faut donner du sens ou, plus précisément, le révéler. Qui d'autre que vous peut le faire ?

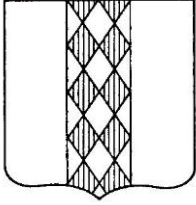
Notre pays a besoin de dirigeants tournés vers les autres, aimant davantage les responsabilités que le pouvoir, dotés de valeurs à la fois pérennes et modernes. Notre époque a besoin de clarté, d'épaisseur, de profondeur. Notre époque a besoin de chefs pour aujourd'hui et surtout pour demain, des hommes ou des femmes qui, malgré leurs imperfections ou leurs erreurs savent conserver leur autorité parce qu'ils ont l'humilité de se remettre en question. Tout ne peut être le fruit d'un raisonnement intellectuel, logique et quasi mécanique. Il faut mettre de l'affect, de la sensibilité, du cœur. **Car la première exemplarité est d'avoir le sens des autres. Exemplarité rime avec humanité.**

L'État donne l'impression depuis plusieurs dizaines d'années de se désengager de ses fonctions régaliennes et de s'éloigner du quotidien des Français. Nous assistons au règne de l'efficacité et des surdiplômés à « la tête bien pleine et pas forcément bien faite ». Le citoyen ne comprend plus. **Les Français veulent de la proximité.** Après tout, ils sont chez eux ! La vie concrète des dirigeants de petites entreprises, d'associations, de fondations, d'organisations de simples citoyens est une course d'obstacle pour faire face à une administration de plus en plus contraignante.

C'est une des raisons qui expliquent l'accroissement spectaculaire, de plus de 50 % depuis 2014, du nombre de maires et de conseillers municipaux démissionnaires. On ne trouve plus dans la durée des personnes suffisamment dévouées pour endurer les difficultés quotidiennes du terrain, que ce soit en ville ou dans les campagnes.

On ne peut éluder aussi **les difficultés des territoires ruraux**, dont on a parfois l'impression qu'ils sont les oubliés de la République. Lorsque l'on compare les dizaines de milliards d'euros consacrés aux banlieues de notre pays et que l'on voit la désertification progressive de nos zones rurales, on peut se demander si l'article premier de notre Constitution n'est pas oublié (« La France est une République indivisible... Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens... Son organisation est décentralisée. »). La disparition des médecins, des petits commerces, des bureaux de poste, éloigne les citoyens et leurs dirigeants locaux des centres de vie. S'il vous arrive d'avoir un problème à régler aujourd'hui à la campagne, allez savoir s'il ressort du conseil régional, de la préfecture, du conseil départemental, de la mairie, du syndicat à vocations multiples, de la communauté de communes, de la fusion de communes, etc... Ce millefeuille a évidemment été conçu pour faire des gains de productivité et normalement... faciliter la vie du citoyen !

Mais je suis surtout inquiet lorsque je mesure **le fossé qui se creuse entre les citoyens et leurs dirigeants**, un fossé dans lequel semble devoir se perdre toute autorité. Il n'est que de voir la popularité respective des maires et des dirigeants



Mairie de Moulézan

1 chemin des Lens - 30350 Moulézan - 04.66.77.87.94

nationaux. D'un côté, c'est « notre » maire que l'on connaît, qui est toujours à portée d'interrogation, voire d'interpellation jour et nuit, que l'on a élu et que l'on réélit, et de l'autre des ministres dont on ne connaît pas toujours les noms, qui parlent « bien » à la télévision, mais qui semblent inaccessibles et dont les décisions paraissent souvent abstraites.

Trop souvent les décisions viennent du sommet et ensuite on vient voir la base. Ça doit changer, **tout doit partir du terrain** et pour cela, nous les Maires pouvons vous aider. Les décisions doivent être validées par les administrés plutôt que d'être systématiquement imposées.

Mais avant tout, vous devez gagner notre confiance et nous rassurer : Les Maires s'interrogent sur les conditions dans lesquelles va être compensée la perte, pour leurs communes, du montant de la taxe d'habitation, que l'exécutif a décidé de supprimer d'ici 2020. Plusieurs scénarios sont évoqués et les élus redoutent une réforme qui mettrait à mal l'autonomie fiscale des collectivités à laquelle ils sont viscéralement attachés.

Au-delà de la taxe d'habitation, les communes s'interrogent sur leurs capacités à exercer leurs missions. Les petites communes sont dans une situation financière "toujours fragile", malgré une "bonne maîtrise" de leurs dépenses, comme l'a mis en lumière une étude de la Banque Postale. Dans ce contexte, la réforme de la fiscalité locale qui doit être discutée dans les prochains mois nous inquiète.

Les sujets des dotations et des emplois aidés sont aussi au cœur de nos inquiétudes. Les dotations des communes font l'objet de divergences d'interprétation entre l'État et les mairies. Vous avez affirmé en avril que les dotations des communes rurales "ne baissent pas d'un centime" en 2018. Je vous assure que ma commune ainsi que les communes voisines de la mienne ont vu leur dotation considérablement baisser cette année.

Monsieur le Président, vous avez affirmé très récemment : « je rencontrerai moi-même les Maires de France, région par région ». C'est une excellente initiative mais qui ne devra pas se limiter à de la « câlinothérapie » comme vous l'avez fait jusqu'à présent. Nous avons encore beaucoup de choses à vous dire....

Le Général Pierre De Villiers écrit dans son dernier ouvrage : « Le chef doit être un absorbeur d'inquiétude et un diffuseur de confiance ». Monsieur le Président, vous vous devez, dans les jours prochains, de répondre à l'inquiétude des Français et, en même temps, de leur redonner confiance en vous et en leur avenir.

Veillez agréer, Monsieur le président de la République, l'expression de ma respectueuse considération

Signé Pierre Lucchini